

Grèce : le chœur assourdissant des bourreaux.



Depuis 2010, la Grèce, fait la une des médias aux ordres du Nord comme du Sud, de l'Est comme de l'Ouest. Le chœur des bourreaux est assourdissant, relayé, amplifié, démultiplié aux quatre coins de la planète. Que martèle-t-il sur la « crise grecque » ?

« La Grèce a vécu trop longtemps au dessus de ses moyens: « laxisme budgétaire, économie souterraine, fraude fiscale, corruption, triche sur les comptes publics les ont conduit là où ils sont avec une responsabilité collective. Les Grecs doivent s'en prendre à eux-mêmes ». La manipulation de l'opinion publique mondiale est telle que, quand vous avez vu une chaîne de télé, vous en avez vu cinquante, cent, mille. Le même couplet revient en boucle sur tous les écrans, sur toutes les colonnes des journaux, sur toutes les ondes des radios. Par-tout, his master's voice repète ad-nauseam :

« La dette de l'Etat trop élevée » ? C'est dû à « la paresse grecque, à son incompetence, à son irresponsabilité ! ». Et la dette privée élevée ? Egalement ! Le secteur public « surdimensionné » a été imputé à « la corruption et aux pratiques clientélistes des politiciens grecs ». Et voici l'estocade fatale : les Grecs ont « une morale de travail « orientale » ! Elle ne

réveille rien en vous cette langue du mépris si prisee des colons et dont nous étions si familiers au bon vieux temps des colonies ? On le savait bien, en terrain conquis, le verbe des puissants se lâche, il ne s'embarrasse pas de précautions de langage. Ici, il éructe, brutes, ses effluves aryens .Et pour vous faire une idée du courroux exaspéré qui l'inspire, il y a ces images qui vous montrent une Angela Merkel la main sur le front, accablée de soucis, au bord de la crise de nerfs.

Aux âmes sensibles, qui seraient tentées de prêter l'oreille aux plaintes de la victime, la patronne du FMI, Christine Lagarde déclare haut et fort réserver sa compassion aux enfants Africains plutôt qu'aux Grecs, auxquels elle n'hésite pas à enjoindre publiquement de payer leurs impôts. Elle-même est dispensée d'imposition sur les 500 000 dollars de revenu annuel que lui paye l'institution de Washington. La désinformation est à son paroxysme quand on sait qu'entre 1990 et 2007, le PIB grec a été augmenté de plus de 5 fois et que les profits des entrepreneurs ont grossi de plus de 28 fois pendant que les salaires ouvriers devaient se contenter, en 17 ans, d'un misérable doublement et encore pas tout à fait atteint. Non contents d'avoir siphonné la richesse du pays, les grands patrons capitalistes et leurs mandants socialistes et de droite l'ont plongé dans la misère et le chaos. Mais c'est le peuple qui doit payer. Et chèrement !

Grèce : le chœur assourdissant des bourreaux.

Un plan de sauvetage des banques et de coulage du peuple

Depuis 2010, la Grèce a subi neuf plans d'austérité. Depuis plus de deux ans, la troïka (UE, FMI, BCE) procède à une véritable saignée sociale en Grèce. Des coupes de 40% dans les salaires. Selon les données officielles de mars 2012 du ministère du Travail et des inspecteurs du travail (SEPE), 400.000 employés dans le secteur privé travaillent mais restent sans salaire en moyenne de un à cinq mois. Hausse des impôts, hausse des prix, 32% de réduction du SMIG et des pensions de retraite, destruction des services publics de 1^{ère} nécessité tels que l'éducation et la santé, suppression des aides sociales et privatisation des secteurs stratégiques (ports, aéroports, chemins de fer, gaz, pétrole) Un million de chômeurs. 50% de chômage chez les jeunes. 30% de la population a basculé en dessous du seuil de pauvreté. Les enfants qui tombent d'inanition à l'école. La situation sanitaire est absolument catastrophique. Etre malade est devenu un véritable calvaire. Dans les pharmacies, les patients doivent aujourd'hui payer la totalité du prix des médicaments. Les multinationales du médicament rechignent à fournir les pharmacies de peur de ne pas être payées ; 160 médicaments manquent.

Des centaines de pères de famille s'immolent devant les banques car celles-ci n'acceptent pas une prolongation des délais de remboursement, d'autres se retrouvent avec leur famille dans la rue car ils n'ont plus de quoi payer leur loyer. En Grèce, le taux de suicide augmente de manière dramatique. Selon les données des services de secours, on a enregistré en juin rien que dans la banlieue d'Athènes, 350 tentatives de suicide, dont 50 ont été fatales.

Des commandos de racistes et de fascistes s'adonnent, sous l'œil complice de la police, au lynchage des immigrés

Voilà ce que la Troïka (UE, FMI, BCE) appelle « le plan de sauvetage de la Grèce ».

Cobaye du capitalisme occidental, la Grèce est placée sous tutelle par l'UE, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international qui ont un véritable droit de veto budgétaire sur toutes les mesures et réformes adoptées par le gouvernement grec.

Des membres de la Troïka (UE, FMI, BCE) se sont installés à demeure à Athènes pour prendre en mains des domaines clés tels que la gestion des différentes administrations, des finances, de l'administration fiscale et la commission chargée des privatisations. Le ministre allemand de l'économie est allé plus loin encore, il voudrait voir un des 27 commissaires européens se charger spécialement de la remise sur pied de l'économie grecque et la diriger. Il va même jusqu'à dire « ne pas comprendre que les Grecs s'opposent à cette proposition ». La dette est aujourd'hui supérieure à ce qu'elle était avant l'intervention des institutions financières internationales en 2010. On prête à la Grèce à des taux allant de 6% à 18%. On spéculé sur la Grèce. Le PIB de la Grèce a perdu 15% depuis 2 ans ; en décembre il a chuté de plus de 7% ; la destruction des entreprises grecques laisse le pays exsangue sans possibilité de rebondir. Il faut que s'ancre, coûte que coûte l'image d'un pays mort où on ne peut rien cultiver ni produire, justiciable, donc, d'une thérapie de choc.

Déjà le FMI a laissé entendre qu'un troisième « plan de sauvetage » (sic !) serait sans doute nécessaire dès 2015.

Grèce : le chœur assourdissant des bourreaux.

La supercherie européenne

Le peuple grec paye le coût des choix des partis socialiste et de la droite : coûts cumulés de l'intégration à l'Union Européenne, de l'adhésion à l'Euro-land, la zone Euro, des engagements militaires au sein de l'OTAN. La Grèce va profiter des avantages d'une économie européenne puissante, proclamaient-ils, alors, à l'unisson. L'Europe ouvre aux firmes grecques un marché énorme. Quelle chance disaient-ils, la plupart des pays de l'Europe ne produisent pas la gamme avec laquelle la Grèce peut approvisionner l'Europe. La Grèce pays à prépondérance agricole s'était, alors, engagée à baisser de cinq fois sa production agricole pour s'ajuster à la fameuse PAC (politique agricole commune). Les petites entreprises grecques se sont d'un coup retrouvées exposées à la concurrence d'entreprises multinationales, sur leur propre marché national désormais non protégé. Du fait de leur taille, elles n'avaient aucune chance de se maintenir. Des branches importantes de l'industrie ont été mises sur la voie du déclin après avoir fait les frais d'une forte pression concurrentielle et subi des restructurations (ex : textile, habillement, métallurgie, construction navale et fabrication d'autres moyens de transport). Conséquence : augmentation rapide des importations depuis l'UE et accroissement du déficit de la balance commerciale. La Politique agricole commune (PAC) a mené la balance des paiements agricole de la Grèce d'un surplus de 9 milliards de drachmes en 1980 à un déficit de 3 milliards d'euros en 2010, faisant de ce pays un importateur de denrées alimentaires. Son tissu productif national ayant été affaibli et fragilisé, la Grèce importe plus qu'elle n'exporte : le déficit commercial de la Grèce a contribué au gonflement de sa dette extérieure publique et privée. En intégrant la zone Euro, l'Etat grec s'est dessaisi au profit des autorités de Bruxelles des instruments de politique économique : les instruments les plus puissants de la politique économique au soutien de l'activité, en particulier la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique des revenus,

le contrôle des prix et le contrôle des changes. Il n'est pas en mesure d'opérer les ajustements que la conjoncture intérieure requiert. Ainsi, pour résorber ses déséquilibres, la Grèce ne peut plus dévaluer sa monnaie, elle est prisonnière de l'euro.

Au boulet européen, il faut ajouter celui de l'alliance atlantique. Les dépenses militaires de la Grèce en 2009 s'élevaient à 4% du PIB, comparées au 2,4% de la France et au 1,4% de l'Allemagne. C'est la résultante des dépenses massives dans les programmes d'armement et les missions (ex : Bosnie, Afghanistan) dans le cadre des plans de l'Otan. Gros consommateur d'armements, la Grèce achète 15% des ventes d'armes allemandes

Le peuple grec doit faire face à une machinerie de guerre sociale sans précédent déployée sur tous les fronts par la ploutocratie grecque, les multinationales, leurs gouvernements, leurs institutions, leurs médias,...Précarisation, fragilisation, désinformation, manipulation, chantage, l'arsenal complet de l'intimidation mobilisé pour que le peuple grec se rende. Les donneurs de leçons es démocratie européens ne font pas dans la dentelle. La Commission Européenne s'est ingérée directement dans la campagne électorale de manière provocante, à travers des personnalités de premier plan de l'Allemagne, de France, d'Italie, du FMI, des USA, des médias. Leur propagande orchestrée dans le pays et à l'étranger martelait qu'une dénonciation du Mémorandum et des mesures d'austérité qui l'accompagnent, conduira au bannissement de la Grèce hors de l'Europe. Comment s'étonner du résultat des élections dans ce climat de terreur »démocratique « capitaliste.

Malgré la vie infernale qui lui est imposée, le peuple Grec résiste et se bat, il a déjà répondu par 14 grèves générales, des manifestations et des rassemblements de masse. Les ouvriers métallos des « aciéries grecques » sont en grève depuis plus de 250 jours. Il n'y a pas d'autre voie, proclame le parti communiste grec, à l'avant-garde de ces combats : «

Grèce : le chœur assourdissant des bourreaux.

le peuple doit réussir à imposer un modèle de développement différent, alternatif à celui en place, pour changer complètement de cap, avec un projet dans lequel ce sont les intérêts du peuple et non ceux de la bourgeoisie qui prévaudraient ».

Alger le 16 juillet 2012
Abdelatif Rebah